

Un cas : militants anticolonialistes dans le Gard (1954-1962)

Session thématique « Colonialisme et anticolonialisme français »

Mercredi 21 juin 2006, matin (9h-11h), salle F 08

En 1954, les habitants du Gard, comme la plupart des Français, pensent que « l'Algérie c'est la France ». Seule une petite minorité accepte l'idée d'indépendance. L'aspiration à la paix cependant y est forte et un terrain favorable existe pour que se développe la conscience de la nécessité de la décolonisation dans ce département profondément marqué par le souvenir des Camisards et par la Résistance au nazisme.

L'année 1955 ne connaît pas d'action marquante contre cette nouvelle guerre. Les élections sénatoriales du mois de juin ne s'en font même pas l'écho. Mais la guerre et son issue constitueront la toile de fond des élections législatives du 2 janvier 1956 avec les questions laïques et les revendications « poujadistes ». Le PCF, sans prononcer le mot « indépendance » dans sa première déclaration officielle du 8 novembre 1954, reconnaissait « le bien fondé de la revendication à la liberté du peuple algérien » et dénonçait la répression. Ses candidats font campagne contre « les opérations en Afrique du nord » et pour « la négociation avec les représentants qualifiés du peuple algérien ». Ceux du parti socialiste SFIO se prononcent pour « la négociation » et le Parti radical et radical-socialiste dénonce « les conséquences dramatiques » en Algérie. Deux députés communistes sont élus, un socialiste, un MRP et un « poujadiste ».

Quelles furent les incidences, dans ce département marqué à gauche, du vote des pouvoirs spéciaux au Président du Conseil socialiste Guy Mollet, le 12 mars 1956? Très peu de voix s'élevèrent alors dans le Gard contre cette décision prise par les socialistes, les communistes, les radicaux et le MRP. Le député « poujadiste » se prononce contre comme la droite et l'extrême-droite. Pourtant, les deux députés communistes, bien que présents le jour du vote, ne participent pas au scrutin, sans qu'on puisse en déduire qu'ils étaient en désaccord avec la décision de leur parti. Dans le bassin houiller des Cévennes la réaction sera au contraire très vive parmi les mineurs algériens (1 264 sur 14 764 mineurs au total) très politisés avec le MTLD et, dans leur majorité, syndiqués à la CGT. Mais cela n'entraînera pas de rupture et les liens perdureront entre le FLN, la CGT et les communistes. Le MNA ne réussira pas à s'implanter dans les Cévennes et le FLN sera massivement soutenu lors des grèves patriotiques, y compris pendant la grève de huit jours de janvier-février 1957 et au travers de l'*ichtirâk*. La répression fut terrible. Des patriotes algériens furent torturés dans le Gard en 1960.

En 1956, le rappel sous les drapeaux des jeunes « disponibles », suscite un fort mouvement de colère avec occupation des gares SNCF. Les communistes et les protestants, y compris de nombreux pasteurs, sont en pointe dans ce mouvement initié par les mères de soldats. Les socialistes, élus et militants, y sont également nombreux et l'on peut affirmer que le vote des pouvoirs spéciaux par la gauche a permis ce rapprochement. Il n'en reste pas moins que ce vote a été utilisé par Guy Mollet pour aggraver la guerre. Trois maires communistes sont révoqués à la suite de ces actions et 36 militants poursuivis devant les tribunaux militaires. Une crise profonde va secouer le parti socialiste et entraîner la création du PSA qui deviendra le PSU auquel adhéreront neuf conseillers généraux socialistes gardois en 1958 et 1959.

Le 4 mai 1958, un jeune ouvrier communiste d'Aigues-Mortes, Marc Sagnier, écrit au Président de la République son refus de combattre le peuple algérien « qui lutte pour son indépendance ». Il paiera son acte de 11 mois de bagne à Timfouchy. Lorsque des actions armées sont entreprises en 1958 contre des installations gardoises jugées stratégiques par le FLN, les deux députés communistes, anciens résistants eux-mêmes, ne les condamnent pas, contrairement à la direction

nationale du PCF qui, ainsi que Francis Jeanson, avait mis en garde le FLN. Les années 1960, 1961 et 1962, sont rythmées par les crimes de l'OAS et les ripostes de plus en plus unitaires et massives des Gardois comme de l'ensemble des Français.

Les accords d'Évian sont approuvés dans le Gard à 91 % (90,06 % au plan national), le pourcentage atteignant 94,5 % et 95 % dans les localités où les luttes pour la paix ont été les plus intenses. C'est une approbation massive de la paix sur la base de progrès de l'idée de décolonisation. 158 jeunes gardois ont perdu la vie dans cette guerre et nombreux sont ceux qui sont revenus marqués physiquement et moralement. Partis sans enthousiasme à une guerre qui n'était pas la leur, un certain nombre n'a pu échapper au climat de haine et de racisme dans lequel ils ont baigné durant 18 mois.